



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs



Lettre ouverte à M. Emmanuel Macron, Président de la République française

Bagnolet, le 26 mai 2021

Monsieur le Président,

Nous sommes les porte-parole de l'ensemble des Confédérations paysannes de France, nous représentons la diversité de nos territoires et de nos productions. Producteurs ou productrices de viande, de lait, de fruits, de légumes, de céréales, de miel ou d'œufs, travaillant en montagne, en plaine ou en zones intermédiaires, nous voulons vous interpeller collectivement et solidairement.

Les premiers arbitrages concernant l'écriture du futur Plan Stratégique National de la PAC ont été rendus par le Ministre de l'agriculture et de l'alimentation Julien Denormandie vendredi dernier.

Nous sommes profondément déçus de ces décisions qui nous orientent vers une stabilité de la PAC qui a pourtant prouvé toute **son inefficacité sociale** - plan de licenciement de 10.000 à 15.000 paysans par an¹ - **économique** - la situation des revenus agricoles ne cesse de se dégrader - **alimentaire** - hausse de la précarité alimentaire en France - **et écologique** - perte de biodiversité et atteintes à l'environnement nombreuses.

Cette « stabilité », qui fige des équilibres actuels injustifiables, sonne comme un mépris et un affront pour de nombreux paysans et paysannes. Ce n'est ni plus ni moins que l'arrêt de mort de l'Agriculture Paysanne et un chèque en blanc pour le développement de l'agriculture industrielle sur tous les territoires. En effet, celles et ceux qui n'ont rien, celles et ceux qui ont peu continueront à devoir travailler et produire sans ce soutien et sans cette reconnaissance. C'est pour nous inadmissible alors que certains bénéficiaires dans et hors du monde agricole accumulent des montants de subventions difficilement défendables.

Avec toute notre diversité, nous affirmons pourtant ensemble que des choix politiques courageux peuvent donner de l'espoir et accompagner la construction de l'avenir de toutes les campagnes françaises. Plutôt que d'opposer pour, au final, ne rien changer, nous demandons à ce que la PAC accompagne tous ceux et celles qui s'engagent dans la création de revenu, la réalisation des transitions et la relocalisation : ce sont les paysannes et les paysans. Le maintien de paysannes et paysans nombreux est au cœur des discours de tous mais pourtant absent des premières décisions :

- **Pas de plafonnement ou de dégressivité des aides** permettant de dégager des volumes financiers pour la redistribution.
- **Pas de revalorisation du paiement redistributif sur les 52 premiers hectares**, alors que les engagements pris lors de la réforme de 2013 ne sont toujours pas atteints.
- **Pas non plus d'aide « forfaitaire petites fermes » pour tous les oubliés de la PAC** qui resteront donc exclus de cette politique de manière totalement inacceptable.

¹ Memento Agreste, fév. 2020 : https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/MemSta2020/MementoFrance%202020_V3.pdf

C'est donc refuser une PAC centrée sur les Hommes et les Femmes qui font le monde agricole, une politique qui aurait pu avoir une réelle efficacité sociale et économique. C'est également refuser une politique publique efficace et innovante face aux enjeux de la transition qui, en agriculture, ne se fera qu'avec de la main d'œuvre, des compétences et des savoir-faire, bien loin de l'ultra-spécialisation des territoires.

Monsieur le Président, vous connaissez notre engagement total pour des paysannes et paysans nombreux sur tous les territoires. Nous avons pris acte du vôtre en saluant votre discours de Rungis lors duquel vous aviez relié fortement les enjeux agricoles, écologiques et alimentaires. Cette ambition devait nous permettre d'envisager l'avenir de notre métier différemment. Qu'en restera-t-il si, après une loi Egalim insuffisante, la France met en place une PAC si peu ambitieuse et peu engageante ?

Nous, représentants des territoires, vous sollicitons aujourd'hui pour que vous puissiez entendre et concrétiser ces avancées en matière d'emploi, de création de valeur et de dynamiques de nos territoires autour d'une agriculture qui emploie plus pour produire mieux et mieux nous nourrir.

Ne ratons pas le coche de cette réforme qui nous engage pour quasiment les 10 prochaines années. Vous avez les moyens et les outils pour marquer une évolution forte dans les orientations agricoles pour construire l'agriculture de demain : une agriculture qui emploie et rémunère ses paysannes et paysans, qui préserve nos communs, s'impose dans la durabilité et qui produit en quantité et qualité pour permettre un accès de toutes et tous à une alimentation de qualité.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Nicolas Girod,
porte-parole national de la Confédération paysanne



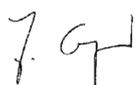
Thierry Bonnamour et Xavier Fromont
co porte-paroles Confédération paysanne AURA



Jean-Marc Thomas
porte-parole Confédération paysanne Bretagne



Jérôme Gaujard
porte-parole Confédération paysanne BFC



Paul-André Fluixa
Secrétaire régional du syndicat agricole corse
VIA CAMPAGNOLA



Laurent Beaubois
porte-parole Confédération paysanne Centre-Val-de-Loire



Thierry Jacquot
porte-parole Confédération paysanne Grand Est



Antoine Jean
porte-parole Confédération paysanne Hauts-de-France



Gaspard Manesse
porte-parole de la Confédération paysanne Ile-de-France



Laurent Leray
porte-parole Confédération paysanne Normandie



Frédéric Lascaud
porte-parole de la Confédération paysanne Nouvelle Aquitaine



Eudes Gourdon
porte-parole Pays de la Loire



David Eychenne et Amandine Mallants
co porte-parole Confédération paysanne Occitanie



Yannick Becker
Porte parole Confédération paysanne PACA

